

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1979)
Heft: 518

Rubrik: Le carnet de Jeanlouis Cornuz

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

disparités que cachent ces moyennes mirifiques (qui plus est calculées ici à partir d'un "indicateur" dont la valeur est toute relative)... Le tout à l'avenant, et sans nous arrêter plus longtemps sur cette curieuse façon, dans l'analyse de la valeur "réelle" des salaires, de s'arrêter prudemment fin 1978, alors que précisément c'est une baisse dans ce secteur qui caractérise le début de l'année en cours.

L'autre façon d'intervenir dans la campagne, l'interpellation directe des candidats, priés de se présenter plus en détails avant, s'ils sont élus, de se fondre dans les votes "anonymes" des Chambres, n'est pas entrée dans les mœurs. C'est le moins qu'on puisse dire. Et surtout pas dans les mœurs des formations de droite. Voyez, dans le canton de Vaud, les réponses

La politique reste affaire d'hommes. En tout cas à la télévision romande, qui pour sa "Table ouverte" de dimanche dernier, n'a pas su inviter la seule journaliste romande régulièrement présente à Berne (Michèle Jaccard, de "La Suisse"), lui préférant son excellent confrère du même quotidien (Georges Plomb). Pour mémoire, pour ces élections, la "force" des femmes: 54% du corps électoral, environ 18% des candidatures, au mieux 10% des parlementaires (National) de la prochaine législature.

recueillies par la Déclaration de Berne: 45 questionnaires rentrés sur 141 envois. Silence absolu dans les rangs radicaux et libéraux. Comment dès lors interpréter valablement l'unanimité des personnalités ayant accepté ce test en faveur d'une politique plus active en à l'endroit du tiers monde, l'opposition nette à un assouplissement des mesures légales restreignant l'exportation d'armes helvétiques, la tendance "générale" pour un assouplissement du secret bancaire?

Même silence massif face à l'interpellation des partisans de l'initiative Etre Solidaires — les-

quels, soit dit en passant, viennent de recevoir au dernier congrès de la Fobb un encouragement officiel qui pourrait peut-être changer les rapports de forces sur ce thème dans les milieux syndicaux —. Une trentaine de réponses enregistrées au dernier pointage. Silence des partis PAI/UDC, libéral et du Mouvement Constitution-Liberté (les amis de M. Cossy, aux antécédents xénophobes pour le moins marqués, n'ont donc pas saisi l'occasion de tomber le masque). On retiendra donc, pour la petite histoire en quelque sorte, l'attitude très critique des candidats qui ont pris la peine de se manifester, à l'encontre de la loi sur les étrangers (cf. DP 515 où nous publions le questionnaire "in extenso"), leur hostilité au statut de saisonnier, et leur adhésion presque unanime au principe de la limitation de l'admission de nouveaux étrangers.

Politique de la transparence: le combat continue.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Le langage des armes

Je lis dans cette remarquable *Foire aux armes* (1977) d'Anthony Sampson:

"De nombreux Starfighters s'écrasèrent au cours des essais. Après une commande initiale, l'aviation des Etats-Unis estima que l'appareil ne présentait pas les garanties de sécurité nécessaires, et les appareils qui lui restaient furent vendus au Pakistan et à la Thaïlande." (p. 145). Dommage qu'à l'époque, le DMF ne s'y soit pas intéressé: nous aurions sans doute pu avoir des prix intéressants.

Je lis encore:

"La qualité de juriste de Weisbrod (il s'agit du commerce des armes et plus particulièrement de l'entreprise Lockheed, de juteuse mémoire) était particulièrement avantageuse, car, en Suisse, les hommes de loi aussi bien que les banquiers peuvent se prévaloir de l'obligation du secret professionnel, et malgré ses nom-

breux déplacements à l'étranger, Weisbrod pouvait revendiquer la qualité d'honnête citoyen suisse. Meuser et Weisbrod, pourvus de discrets comptes à numéros dans les banques suisses, furent bientôt au centre d'un réseau Lockheed s'étendant de Genève à Djakarta et à Johannesburg. Le secret bancaire suisse était un des éléments essentiels du système de corruption utilisé par Lockheed." (p. 140).

Je lis enfin:

"Contrats d'exportation de matériel militaire des Etats-Unis de 1970 à 1976 (en dizaines de milliers de dollars): (...) Suisse: 1970: 4.435; 1971: 450; 1972: 11.252; 1973: 2.412; 1974: 8.634; 1975: 49.512; 1976: 454.735." (p. 467). Ce dernier chiffre, à supposer qu'il soit exact, nous met au cinquième rang des clients des USA, après l'Arabie saoudite, l'Iran, Israël, la Corée — mais avant la Jordanie (434.145).

Ceci me suggérant quelques réflexions:

1. Et tout d'abord, la joie que j'ai à ne voir la Suisse mentionnée que très peu, tout au long des 393 pages du livre.

2. Toutefois aussi, à la veille des élections au Conseil National, à me dire que je ne m'intéresse qu'aux partis décidés à lutter activement contre le surarmement de notre pays, et contre l'exportation des armes, et pour une politique d'aide au tiers monde plus active et comportant moins d'arrière-pensées. Or, à cet égard, fidèle de la liste manuscrite (mea culpa!), je ne trouve mon compte que parmi les candidats du Parti du Travail, appuyés par quelques socialistes romands...

3. Mais après tout, me dira-t-on: et s'il n'y avait pas "surarmement" de la Suisse?

Il me semble que d'un point de vue réaliste, si dans les années 30-40, nous devions craindre à peu près exclusivement l'Allemagne et ses alliés aujourd'hui, si nous devons craindre quelque chose, ce ne peut être que des pays de l'Est... Je ne crois pas que des avions et des tanks soient de nature à nous protéger de cette menace.

J.C.